



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

CDEN · vendredi 10 avril 2026

Déclaration liminaire de la FSU Oise

Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

1030. Ce n'est pas le nombre de fermetures de postes. Cela aurait pu. Ce n'est pas le montant d'une prime sur un salaire d'enseignant-es. Mais c'est pourtant un salaire. C'est d'ailleurs le salaire majoritaire des AESH. Dans l'Oise, iels sont près de 2000 pour 1800 supports et 98% exercent à temps incomplet avec une quotité moyenne équivalente à 63%, d'où ce salaire. L'extension de l'accès au CDI pour ces personnels ne répond pas à ces problématiques de fond. Ils, et surtout elles, puisqu'elles sont à plus de 94% des femmes, occupent pourtant une place centrale dans la mise en œuvre de l'école inclusive. Leur rôle est reconnu comme indispensable par l'ensemble de la communauté éducative. C'est ce que rappelle la dernière note de la DEPP. Il y a là une contradiction majeure. Contradiction qui aurait pu être levée ou tentée d'être levée en janvier 2026 en accordant aux AESH un statut, une reconnaissance. Mais cela a été balayé d'un revers de main par le Sénat. Cette évolution aurait pu permettre aux personnels la reconnaissance sociale et statutaire nécessaire. Dans l'Oise et ailleurs la mobilisation se poursuivra. Charge émotionnelle élevée, conditions d'exercice dégradées, manque de formation et de matériel adapté... Ces constats confirment que l'école inclusive fonctionne aujourd'hui sous tension, reposant largement sur l'engagement de personnels insuffisamment reconnu-es. Il n'est plus acceptable que l'accompagnement des élèves en situation de handicap repose sur des emplois précaires qui ne permettent ni de vivre dignement de son travail ni de se projeter dans la durée. Nous revendiquons la création d'un corps de catégorie B pour les AESH. Ce statut doit garantir un emploi à temps complet, une revalorisation salariale significative, une formation initiale et continue ambitieuse ainsi qu'un véritable déroulement de carrière. Il doit également permettre une pleine reconnaissance des AESH comme membres à part entière des équipes éducatives.

1030. Ce n'est pas non plus le nombre de communes touchées par un projet de fermeture de classe. Allonne, Beauvais Aragon, Beauvais Launay, Beauvais St Exupéry, Beauvais l'Europe, Berlancourt, Golancourt, Béthisy St Pierre, Bonneuil-les-Eaux, Breuil-le-Sec, Caines, Cempuis, Chantilly, Cuts, Canny sur Matz, Boulogne la Grasse, Roye sur Matz, Conchy les Pots, Chevincourt, Machemont, Clermont Belle-Assise, Creil, Hautbos, Saint Maur, Thérines, Le Meux, Noyon Fournier, Noyon Weissemburger, Suzoy, Ville, Passel, Tracy le Val, Tracy le Mont, Varesnes, Morlincourt, Pontoise les Noyon, Vauchelles, Larbroye, Porquericourt, Saint-André Farivilliers,... ;

derrière ces noms de communes où parents et/ou élu-es sont mobilisé-es contre une fermeture de classe il y a évidemment des enseignant-es, des AESH, des Atsem et des élèves. Personne ne nie la baisse démographique. Mais quelle est cette logique à l'œuvre ? Pourquoi ne pas profiter de cette baisse pour réduire, partout, sur toutes les classes dans les écoles, les collèges et les lycées le nombre d'élèves par classe ? Baisser les effectifs, c'est prouvé, est un puissant levier pour permettre à nos élèves de mieux apprendre et aux enseignant-es et AESH de mieux travailler. Toutes les études le disent et les comparaisons internationales nous le prouvent aussi. Sans cela, l'École Publique continue de reproduire le déterminisme social que le contrat qui la noue avec la République lui somme de combattre. On ne vous parle pas de l'école privée, c'est pire. Car oui les effectifs sont trop chargés, parfois même surchargés et quand des élèves ne vont pas bien et nous le font savoir c'est tout une classe, une école, une équipe qui est bousculée. Nous l'avons déjà dit et le répétons. Les enfants ont toute leur place à l'École mais pour cela l'École doit se donner les moyens de les accueillir dignement. Ils ont bien leur place à l'École qui se doit d'être égalitaire sur tous les champs : celui du handicap évidemment et plus généralement de la lutte contre toutes les formes de discrimination, sexisme, racisme, etc. car notre société en a bien besoin vu la dérive mortifère qu'elle prend avec la montée des idées et des paroles d'extrême-droite. Mais ce n'est pas le cas. Combien de projet d'ouverture de dispositif Ulis ? Combien de projets d'ouverture d'unité externalisée d'enseignement en ESMS ? Combien d'ouvertures de postes de Rased ? Combien d'ouverture d'UPE2A pour les enfants migrants et allophones ? Zéro. Alors des pétitions ont été signées et envoyées, des manifestations ont été organisées. A Noyon, secteur très impacté par votre projet, par exemple, **jeudi 2 avril** près de 150 personnes, ou encore ce **mercredi 8 avril** à Beauvais ou aujourd'hui devant la Préfecture pendant que se tient ce CDEN. Le tout après une journée de grève nationale le 31 mars et près de 30% de grévistes partout en France et dans l'Oise. Une journée de grève qui a aussi permis de rappeler la chute drastique des salaires et des pensions des agent-es de l'École Publique avec l'inflation et le gel de la valeur du point d'indice. Beaucoup d'autres actions ont été organisées, des audiences ont donc été demandées et nous vous remercions d'y avoir répondu mais maintenant 82 fermetures c'est trop. Beaucoup trop. L'an dernier, 49 fermetures étaient annoncées après le CSAD. En 2024, année de forte mobilisation contre la carte scolaire il y avait 63 classes alors qu'il y avait presque autant de fermetures de postes : 33 contre 34 cette année ? Le tout à cause d'un budget d'austérité qui condamne, notamment, les services publics et l'ensemble du monde du travail. Comment l'expliquer ? Monsieur le Dasein, nous vous demandons de revenir sur votre projet.

Pour les collèges de l'Oise, si nous constatons quelques créations de postes, elles restent largement insuffisantes au regard des besoins réels des établissements et elles ne compensent pas les nombreuses suppressions et mesures de carte scolaire, qui fragilisent les équipes et dégradent les conditions d'enseignement. Pour cette rentrée, ce sont 29 suppressions de postes pour seulement 17 créations, soit un solde négatif de 12 postes. À cela s'ajoutent 11 mesures de carte scolaire, qui viennent déstabiliser les personnels et accroître la précarité professionnelle. Ces suppressions interviennent dans un contexte où les besoins restent importants : effectifs chargés, hétérogénéité croissante des classes, inclusion sans moyens suffisants. La FSU alerte aussi sur la généralisation des compléments de services ; cette organisation impactera un très grand nombre de disciplines (allemand, mathématiques, technologie, histoire géographie, SVT, lettres modernes, EPS...) et entrainera une dégradation des conditions de travail, des difficultés dans le suivi des élèves, etc. Les disciplines à faibles horaires sont aussi impactées : en arts plastiques ou éducation musicale car souvent dispersées sur plusieurs établissements. Le complément de service doit rester une exception or, dans l'Oise, il devient une norme de gestion. Ces choix ne sont pas neutres. Le recours aux postes vacants, BMP et

ajustements de dernière minute montre une gestion à court terme, qui ne permet ni stabilité ni lisibilité pour les équipes. Il est indispensable de : revoir à la hausse les créations de postes, de limiter les compléments de service, de garantir des affectations stables pour les personnels et de donner aux établissements les moyens de fonctionner correctement.

Un dernier mot pour l'ensemble des agent-es de l'Éducation Nationale qui sont nombreuses et nombreux à utiliser leur véhicule personnel tous les jours pour se rendre au travail et sont donc pleinement impacté-es par la hausse brutale du prix des carburants. Évidemment nous ne faisons pas fi du contexte international dans lequel cette crise pétrolière s'inscrit. Un contexte marqué par des guerres impérialistes et par ce que nous considérons être un génocide à Gaza. Et comme on le dit souvent, l'École n'est pas dans une bulle contre laquelle les maux de la société rebondissent. Au contraire, l'École doit être porteuse d'un discours et d'une éducation à la Paix et l'État doit protéger ses agent-es face à l'augmentation de la précarité énergétique.

Aussi, la FSU appelle l'ensemble des personnels à faire du 1er mai une grande journée de mobilisation pour les salaires et pour le service public d'Éducation. Les effets de la crise ne sont pas une fatalité : c'est un choix politique. Une autre répartition des richesses est possible !